

50

Compte-rendu de la réunion du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement NOBEL-SPORT de PONT de BUIS les QUIMERC'H qui s'est tenue à la salle des jeunes de Pont de Buis les Quimerc'h le mercredi 10 octobre 2007 à 14 heures 30

Participaient à cette réunion placée sous la présidence de **M. Fabrice LEGGERI**, Sous-préfet de Châteaulin:

- **M. Roger MELLOUET**, Maire de Pont de Buis
- **M. Jean-Claude MORVAN**, Adjoint au maire de Pont de Buis
- **M. Maurice BARATE**, Directeur de cabinet du Préfet
- **Mme Marguerite KERVELLA**, Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles à la Préfecture du Finistère
- **M. Sébastien MIERMONT**, Directeur de l'établissement Nobel Sport de Pont de Buis
- **M. Jean-Pierre GUIAVARC'H**, responsable sécurité technique à Nobel Sport
- **M. Jean-Pierre NORET**, responsable sécurité environnement à Livbag
- **M. Michel QUEFFELEC**, riverain
- **M. Gilles ANTONIAZZI**, secrétaire du CHSCT de Nobel Sport
- **M. Etienne PEQUERIAU**, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement – Chef de la subdivision 29/56 en charge des établissements à risques
- **M. Joël DERRIEN**, Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement – Chef de l'équipe Risques – déchets
- **M. Laurent CALBOURDIN**, Chef du bureau de la planification de secours et de défense au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles à la Préfecture du Finistère
- **Mme Tiphaine ROUXEL**, Chef du bureau de la gestion de crise au Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles à la Préfecture du Finistère
- **M. Philippe HUGUET**, Responsable de "l'unité prévention risques" à la Direction Départementale de l'Equipement
- **M. Yvan MARZIN**, de "l'unité prévention risques" à la Direction Départementale de l'Equipement
- **Capitaine Bernard TADIER**, Commandant en second de la Compagnie de Gendarmerie de Châteaulin
- **Major Yves NICOLAS**, Commandant de la brigade de gendarmerie de Châteaulin
- **Adjudant Pascal CORNIGUEL**, Commandant la brigade de gendarmerie de Le Faou
- **Melle Isabelle GUICHARD**, Secrétaire Générale de la Sous-préfecture de Châteaulin
- **Mme Marie-José FONTAINE**, de la Sous-préfecture de Châteaulin

Absents excusés:

- **M. le Président du Conseil Général**
- **M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Morlaix**
- **M. Beurrier**, riverain
- **M. Guerriau**, membre du CHSCT de Nobel Sport

~~~~~

Après accueil des participants à la réunion, M. le Sous-préfet en présente l'ordre du jour défini selon trois axes:

- La présentation du bilan d'application du Système de Gestion de la Sécurité de Nobel Sport par l'exploitant
- La présentation par la DRIRE de l'évolution du cadre réglementaire applicable à l'établissement avec un point sur le classement du site, de sa situation administrative, de l'étude de danger fournie par l'exploitant, des perspectives du PPRT, et des inspections effectuées sur le site.
- La présentation par le Directeur de cabinet du Préfet des exercices de sécurité civile qui doivent intervenir dans l'établissement et plus particulièrement de l'exercice qui doit être mis en œuvre dans le cadre de la révision du PPI.

M. le Sous-préfet ajoute que M. Mellouet pourra s'il le souhaite, à ce stade de l'ordre du jour évoquer le Plan Communal de Sauvegarde qui est actuellement en cours de finalisation par la mairie de Pont de Buis.

Il demande aux participants de lui faire connaître les autres questions qu'ils souhaitent voir inscrites à l'ordre du jour du CLIC en indiquant qu'aucune demande particulière n'a été transmise à ses services avant la réunion comme le proposait la convocation, adressée à l'ensemble des membres du CLIC le 20 septembre 2007.

M. Queffelec indique qu'il souhaite que la question de fumées de brûlage soit évoquée.

## **I – PRESENTATION DU BILAN D'APPLICATION DU SYSTEME DE GESTION DE LA SECURITE DE NOBEL SPORT**

En préalable à la présentation du bilan SGS qui est une obligation réglementaire faite à l'exploitant, M. MIERMONT, Directeur de l'établissement Nobel Sport de Pont de Buis rappelle brièvement les circonstances du décès accidentel de M. QUEFFELOU, chargé de sécurité environnement, lors d'une opération de brûlage sur l'aire de Park Braz en juillet 2006. Il précise que ce tragique événement ne remet pas en cause les efforts fournis par la société en matière de sécurité mais au contraire met en avant le fait que l'amélioration de la sécurité est un travail au quotidien.

Au cours de la présentation du bilan SGS, adressé préalablement à l'ensemble des membres du CLIC, les précisions suivantes sont apportées par M. MIERMONT:

- Pour la partie "bilan des accidents et incidents enregistrés en 2006" qui comporte quatre critères de distinctions (les incidents pyrotechniques, les incidents non-pyrotechniques, les accidents corporels avec arrêt et les accidents corporels sans arrêt), les chiffres sont dans la moyenne des années précédentes (122 ACACIA en 2006 – 120 ACACIA en 2005).
- Pour "les réalisations et évolutions ayant une répercussion sur la sécurité du site et son environnement": deux points majeurs sont relevés par M. MIERMONT: d'une part l'arrêt de la production des poudres paillettes sur la ligne 328 le long de la rivière qui avait un siècle d'existence et son transfert sur l'unité automatisée bivis et d'autre part, l'arrêt de l'unité de distillation de l'alcool moyen (bâtiment 334) pour cause de vétusté avec remplacement par une unité neuve, cette modification permettant de réduire la consommation de gaz de 20 à 25%.
- Pour la partie "Système de Gestion de la sécurité": M. MIERMONT rappelle que le SGS a été réactualisé en 2006 et qu'une nouvelle procédure sécurité (gestion et vérifications périodiques internes des éléments de sécurité) a été créée. L'actualisation du SGS porte sur six des vingt-deux procédures que comporte le SGS. Il ajoute qu'en parallèle de cette réactualisation du SGS, des formations ont été assurées notamment pour les cadres qui durant leurs semaines d'astreintes effectuent désormais des visites thématiques sur le site.

## **II – CADRE REGLEMENTAIRE APPLICABLE A L'ETABLISSEMENT (cf annexe 1)**

*(présentation par M. PEQUERIAU –*

*DRIRE)*

- Point sur le classement du site, sa situation administrative, les risques associés, les dangers.

M. PEQUERIAU rappelle que l'établissement Nobel Sport, qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter actualisé le 25 juillet 2003, est classé établissement AS/SH (Autorisation avec Servitudes – Seuil Haut).

Le seuil réglementaire défini pour les activités de fabrication de poudres, explosifs et autres produits explosifs (rubrique 1310) et de stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs (rubrique 1311) est de 10 tonnes.

Nobel Sport fabrique, comme l'indique M. MIERMONT 1400 tonnes de poudre par an et sa capacité de stockage est de 800 tonnes mais en réalité seules 250 à 300 tonnes de matériaux sont stockées sur le site.

M. PEQUERIAU précise la nature des risques associés à l'activité du site et les phénomènes dangereux susceptibles d'en découler. Il s'agit principalement d'effets thermiques liés au caractère hautement inflammable des produits et d'effets toxiques liés à la production de lacrymogènes.

A l'heure actuelle, un PPI a été établi. Il est basé sur deux scénarios d'accidents: l'explosion et le nuage toxique. Les zones de dangers retenues sont 910 m pour la zone explosion et 800 m pour la zone toxique.

- Point sur l'étude de danger

Une étude de danger a été fournie en août 2005. Elle a été complétée à la demande de la DRIRE par une tierce expertise fournie en février 2006.

La tierce expertise confirme les risques de combustion vive (poudres), les risques d'incendies et le risque de type toxique en cas d'incendie (lacrymogène) mais ne fait plus apparaître le risque de détonation.

Suite au transfert des installations de dépotage des solvants sur le site même de Nobel Sport, des compléments à l'étude de danger ont été transmis à la DRIRE le 22 mars 2007. Ces derniers font apparaître le maintien sur le site de la zone d'effets mortels.

La DRIRE indique qu'elle se positionnera sur le maintien ou non du scénario détonation, actuellement retenu pour le dimensionnement du plan de secours, dans le rapport d'analyse. Elle doit le produire après étude des compléments à l'étude de danger que l'exploitant doit encore communiquer notamment au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques. Le délai accordé à l'exploitant pour présenter ces documents a été fixé à 6 mois par arrêté préfectoral du 22 août 2007.

- Perspectives du PPRT

Les compléments à l'étude de danger demandés à l'exploitant caractériseront les phénomènes dangereux en terme de gravité, d'intensité, de cinétique et les notions de mesures de maîtrise des risques mises en place par l'exploitant. Ils permettront donc de lancer la démarche PPRT. Ce plan doit être mis en place sur les communes où se situe un établissement de type SEVESO AS en application des dispositions de la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et du décret du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques.

Dans le Finistère, cinq communes sont concernées par la mise en place d'un PPRT. Les PPRT sont classés en priorité allant de 1 à 3. Le site Nobel Sport est placé en priorité 2, ce qui ne veut pas dire qu'il aboutira après les PPRT classés en priorité 1. Comme le précise la DRIRE, l'ensemble des démarches se fait en parallèle pour les cinq sites concernés. Dans le cas de Nobel Sport, la démarche n'a commencé que récemment dans la mesure où la DRIRE était en attente de l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques. Aujourd'hui, dans le Finistère, aucun PPRT n'a encore été prescrit.

Le PPRT sera un outil de maîtrise de l'urbanisation qui sera établi suivant un document réglementaire valant servitude d'utilité publique et une méthodologie nationale. Son objectif sera d'agir sur l'existant et sur la protection des personnes et ainsi d'éviter des constructions dans des zones de forte probabilité de risques.

M. PEQUERIAU précise que le risque se traduit dans la démarche d'élaboration du PPRT par la définition des aléas et des enjeux. La cartographie des aléas sera faite par la DRIRE, celle des enjeux

par la DDE. Les deux cartographies seront ensuite superposées pour définir le zonage réglementaire. Le plan prévoit la possibilité d'exproprier dans les secteurs présentant les plus forts risques.

M. DERRIEN ajoute que dans un PPRT, en fonction de la vulnérabilité des secteurs, d'autres mesures moins radicales existent telles que le droit de délaissement (droit accordé aux personnes habitant dans une zone exposée à un risque fort, auquel elles souhaitent se soustraire. Elles peuvent demander à la commune le rachat de leur bien immobilier, à un prix qui ne tient pas compte de la dévalorisation liée au risque encouru) ou la préemption. Il estime qu'à Pont de Buis, il y aura très peu d'implication en matière d'urbanisme autour du site, très vaste en superficie, qui englobe l'ensemble des installations à risque.

M. PEQUERIAU rappelle que la concertation est une des phases clés de l'élaboration du PPRT. L'exploitant, la commune, les riverains mais aussi le CLIC interviendront durant toute la procédure d'élaboration.

Pour répondre à M. QUEFFELEC, riverain du site, la DRIRE précise que l'échéance théorique nationale de prescription des PPRT est fixée à octobre 2008. Pour ce qui concerne Nobel Sport, en tenant compte des délais nécessaires à l'analyse des compléments à l'étude de danger après remise (fin février 2008), de la réalisation de l'étude des aléas par la DRIRE, et des enjeux par la DDE, et de l'enquête publique qui sera prescrite par M. le Préfet, le PPRT ne sera probablement arrêté que fin 2008.

▪ Point sur les inspections effectuées sur le site

Inspections en 2006

M. PEQUERIAU indique que deux inspections ont eu lieu sur site en 2006:

- la première, le 4 novembre avec lien avec l'Inspection des poudres et explosifs et l'Inspection du travail sur le thème du brûlage suite à l'accident du 28 juillet 2006;
- la seconde, le 22 novembre 2006 sur le thème de l'eau et des composés organiques volatiles.

Suite à l'inspection du 4 novembre 2006, il a été demandé à l'exploitant par arrêté préfectoral du 5 février 2007:

1. la réalisation d'une étude relative à la gestion des déchets sous 6 mois qui a pour objectif de faire un bilan complet des déchets produits sur site et de déterminer la filière de leur traitement, y compris sur site, tout en examinant si cette filière respecte la réglementation en vigueur.

*La DRIRE a été destinataire de cette étude qui est actuellement en cours d'instruction.*

2. l'arrêt immédiat du brûlage des déchets de Livbag.

*L'arrêt du brûlage des déchets de Livbag est intervenu dès le lendemain de l'accident comme le souligne M. MIERMONT en ajoutant que Nobel Sport n'avait pas forcément les moyens de bien brûler ces déchets. M. NORET, responsable sécurité environnement à Livbag pour répondre à une question de M. le Sous-préfet explique qu'aujourd'hui la destruction se fait par une société extérieure à l'établissement, ce qui a un coût dans la mesure où, en France, aucune société ne réalise ce type d'opération. A terme, Livbag envisage donc un brûlage de ses déchets sur place avec un matériel adapté.*

3. la suspension immédiate de l'exploitation de l'aire de brûlage de Park Braz, qui pour la DRIRE, ne présentait pas de garantie suffisante de sécurité.

*La suspension a été effective le jour même de l'accident.*

4. la remise sous trois mois d'une étude de régularisation du stockage des déchets inertes présents sur le site

*Ce stockage avait un caractère historique ainsi que l'explique M. MIERMONT. Aujourd'hui, compte-tenu de l'évolution réglementaire, il n'y a plus de stockage de déchets inertes sur le site. De plus, des sondages ont été effectués sur l'eau et sur la terre en amont et en aval de la zone de stockage. Les analyses ont montré des faibles traces de pollution dans la terre mais sans migration possible vers les eaux.*

5. la remise sous douze mois d'une étude relative au traitement de l'aire de Park Braz

En cours

*M. MIERMONT explique qu'au niveau national il n'y a pas, dans d'autres sites, d'expérience en la matière mais que Nobel Sport travaille actuellement sur le sujet.*

#### Inspections en 2007

Deux inspections de la DRIRE ont eu lieu en 2007:

- la première, le 27 juin, qui avait pour objet de tester de manière inopinée le Plan d'Opération Interne,
- autre inspection bilan ( voir présentation) suite à laquelle il a été demandé à l'exploitant de mettre à jour son bilan de fonctionnement ce qu'il doit faire réglementairement tous les 10 ans.

*M. MIERMONT indique que le document demandé sera adressé à la DRIRE avant le 28 novembre prochain.*

- la seconde, le 4 juillet 2007 sur le thème de la gestion des déchets (tracabilité depuis l'émission jusqu'à la destruction finale). Lors de cette inspection, la DRIRE a notamment fait une observation sur les conditions de mise en œuvre du brûlage qui nécessitent toujours la présence d'un opérateur sur la zone pour activer le feu à la fin de l'opération, ce qui peut, selon elle, présenter un risque. Cette observation a été transmise à l'inspection du travail .

*M. MIERMONT explique qu'une réflexion sur la fin de combustion ou accumulation de déchets mal brûlés a été menée. Il a été décidé que le foyer serait toujours réactivé par un opérateur mais que celui-ci sera désormais protégé par une combinaison de vulcanologue.*

***La question du brûlage étant évoquée, M. le Sous-préfet propose que la question des fumées soit traitée, comme l'a souhaité en début de séance M. QUEFFELLEC, sans attendre le point "questions diverses".***

M. QUEFFELLEC souhaite connaître les raisons pour lesquelles des fumées noires de brûlage de plastique se propagent autour du site indisposant les riverains.

M. MIERMONT s'étonne de la remarque de M. QUEFFELLEC car le procédé de brûlage a changé depuis six mois. En effet, une mise au point a été effectuée afin que le brûlage soit fait sans que les sacs plastiques eux-mêmes ne se décomposent. Mais selon lui, l'odeur de poudre peut s'expliquer du fait des plafonds bas qui feraient stagner les odeurs dans la vallée.

M. MELLOUET observe que le brûlage ne s'effectue plus sur l'aire de Park Braz, et que la zone de brûlage actuellement utilisée est moins bien ventilée.

M. le Sous-préfet en déduit que si les opérations de brûlage sont moins dangereuses pour les salariés de l'entreprise, elles provoquent des nuisances olfactives.

### **III – SECURITE CIVILE (PLAN PARTICULIER D'INTERVENTION – EXERCICES REGLEMENTAIRES)** ***(présentation par M. BARATE, Directeur de cabinet du***

***Préfet)***

M. le Directeur de cabinet rappelle que l'établissement Nobel Sport de Pont de Buis fait l'objet d'un Plan Particulier d'Intervention du fait de son classement en établissement SEVESO II seuil haut. Il en résulte pour les services de l'Etat deux conséquences: la révision du plan tous les trois ans et l'organisation avec la même fréquence d'exercices de sécurité civile. Un exercice devra donc intervenir sur la commune avant la fin de l'année 2007.

Pour ce qui concerne la révision du PPI, en réponse à une question de M. MIERMONT, Mme KERVELLA Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles à la Préfecture du Finistère, précise que la révision du PPI Nobel Sport doit intervenir avant la mi-décembre 2007. Toutefois, dans l'attente des compléments à l'étude de danger auxquels la DRIRE faisait précédemment

référence, le SIDPC s'oriente vers la prorogation de l'actuel PPI pour un an, sauf si l'organisation de l'exercice à venir mettait en évidence des carences du PPI. Durant ce délai, la procédure de révision du PPI, qui dure environ quatre mois et comprend une consultation du public, sera lancée.

Mme Kervella ajoute que si prorogation il y a, la population en sera avisée par voie de presse avec rappel que le PPI est consultable par tous à la mairie, à la sous-préfecture et à la préfecture.

Pour ce qui concerne l'exercice à organiser, M. BARATE indique que le scénario retenu sera celui d'un incendie dans un dépôt de grenades lacrymogènes provoquant un dégagement de fumées toxiques (le jour J il sera fait usage de fumigènes pour simuler les fumées toxiques). L'objectif de cet exercice, outre la révision du PPI, sera de tester la chaîne d'alerte, de s'assurer que la population a intégré les bons réflexes notamment de confinement, et de veiller au bon entraînement des partenaires et à la sensibilisation de la population.

Pour M. le Directeur de cabinet, il sera essentiel de définir ce qui se passe en périphérie de la zone après bouclage pour connaître les incidences potentielles en matière de sécurité routière (ralentissement de la vitesse – zones de stationnement ou d'aire de demi-tours). Il ajoute que la mise à l'abri des personnes devrait durer environ une heure et demie. L'activité commerciale recensée dans la zone, notamment celle d'un restaurant, sera respectée puisque le personnel de l'établissement pourra rejoindre son lieu de travail. Il en sera de même pour les activités médicales (médecin, pharmacie, kinésithérapeute) qui n'auront aucun problème pour travailler.

M. BARATE insiste sur l'information de la population qui, même si la date de l'exercice doit rester confidentielle, doit intervenir avant, pendant et en fin d'exercice.

Il suggère qu'avant l'exercice, cette information soit faite de trois manières:

- Par le biais du bulletin municipal qui communiquera sur un prochain exercice à Nobel Sport.
- Au travers d'une lettre d'information adressée par le maire à la population. A cet effet, un texte validé par la mairie et la préfecture sera préparé.
- Par un communiqué de presse.

Pour ce qui concerne la diffusion de l'information à travers le bulletin municipal, M. le Maire indique que cela ne pose aucun problème. Par contre, l'envoi à toute la population d'un courrier sur le modèle couleur proposé par la préfecture pose la question de l'impression d'un tel document dans des quantités importantes (1743 foyers sur la commune) et de l'acheminement par les services de la Poste. M. MELLOUET propose donc que seules les familles situées dans le périmètre (430 foyers environ) soient destinataires de la lettre d'information ce qui réduit les coûts d'impression et surtout permettra à la commune de faire une distribution par les employés municipaux.

M. QUEFFELLEC fait savoir que pour lui tous les habitants de la commune sont concernés.

M. BARATE propose à M. le maire que la lettre aux riverains soit imprimée par le service reprographie de la préfecture et lui demande de prendre l'attache des services de la poste pour que les plis soient distribués dans les meilleurs délais.

M. le Directeur de cabinet rappelle que, durant l'exercice, l'information se fera par le biais de Radio France Bleu Breiz Izel, par les pompiers dans les rues et par des panneaux "exercice" installés lors du barriérage.

En fin d'exercice, la sirène retentira et Radio France Bleu Breiz Izel diffusera également le message de fin d'exercice.

M. ANTONIAZZI souhaitant connaître comment se fera l'information des salariés de Nobel Sport car nombre d'entre eux ne résident pas sur la commune, M. MIERMONT lui indique qu'une information interne est prévue.

Pour répondre à M. QUEFFELLEC, M. BARATE précise que les membres du CLIC pourront être observateurs s'ils le souhaitent. Il souligne que plusieurs d'entre eux seront acteurs de l'exercice en tant que salariés de Nobel Sport ou de Livbag, ou encore agents de l'Etat engagés dans l'exercice.

M. le Maire désirent savoir jusqu'à quel point "on joue le jeu". M. BARATE lui répond que l'exercice se "jouera" en temps réel pour tous les acteurs. Aucun prépositionnement n'est prévu pour les

acteurs extérieurs (services de l'Etat, pompiers...) et ce afin de mesurer le temps de la mise en place de la chaîne d'action. Les deux temps forts seront le montage du PCO et le barriérage de la zone. A titre indicatif, M. BARATE ajoute que la SNCF ne sera pas concernée. Seul le centre opérationnel de Rennes sera informé dès le déclenchement de l'exercice; de fait, les voyageurs potentiels auront accès au train sur présentation de leur billet.

Les membres du CLIC sont informés qu'un débriefing sera effectué le jour de l'exercice et que les conclusions de cet exercice leur seront communiquées.

M. MELLOUET indique que le Plan Communal de Sauvegarde que la commune a la charge de rédiger pour compléter avec toutes les ressources locales, le Plan Particulier d'Intervention approuvé par le Préfet, est en cours de finalisation.

M. le Sous-préfet précise aux membres du CLIC qu'un communiqué de presse va être adressé aux médias pour rappeler la tenue du CLIC, son rôle et l'organisation prochaine d'un exercice dans le cadre de la révision du PPI de Nobel Sport.



Plus aucune question n'étant soulevée, M. le Sous-préfet indique aux membres du CLIC qu'ils seront destinataires d'un compte-rendu de la réunion et leur rappelle l'importance de faire passer l'information au sujet d'un exercice prochain à Pont de Buis.

Après remerciement des participants, la séance est levée à 16 heures 40.

**LE SOUS-PREFET de CHATEAULIN,**

**Fabrice LEGGERI**